

# COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE (FPT) DES POLITIQUES SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS (TIC)

Mise à jour de septembre 2020 au CDPISP

## Contexte

La Communauté de pratique FPT des politiques sur les TIC a été créée à la demande du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) représentant tous les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Ce forum permet aux gouvernements participants d'échanger des renseignements, des politiques et des pratiques exemplaires concernant les politiques sur les TIC. En février, le CDPISP a approuvé la transition du groupe sur les politiques d'un statut de groupe de travail (2014) à celui d'une communauté de pratique.

La Communauté de pratique des politiques sur les TIC se fonde sur la conviction qu'une collaboration active entre tous les membres permettra l'élaboration d'instruments de politique qui seront orientés par le travail de ses collègues partout au pays et, dans la mesure du possible, harmonisés avec celui-ci. Ainsi, cela devrait avoir pour effet d'engendrer plus d'occasions d'échanger des approches ou même des services fédérés afin de favoriser une approche pancanadienne en ce qui a trait à l'élaboration et à l'application des politiques.

De plus, grâce à une collaboration active, les membres profitent également d'un réseau élargi de personnes-ressources en matière de politiques à l'échelle nationale, avec lequel ils peuvent communiquer de façon officieuse pour discuter des défis et des approches.

## Composition

Au moyen d'un processus de recrutement progressif, qui a démarré en 2014, le nombre de membres a augmenté pour comprendre des représentants de huit provinces, de deux territoires et du gouvernement fédéral.

La Communauté de pratique des politiques sur les TIC est actuellement composée de représentants des administrations suivantes :

1. Canada (gouvernement fédéral/Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada)
2. Colombie-Britannique (coprésident)
3. Saskatchewan
4. Manitoba
5. Ontario
6. Nouveau-Brunswick (co-président)

7. Île-du-Prince-Édouard
8. Nouvelle-Écosse
9. Terre-Neuve-et-Labrador
10. Territoires du Nord-Ouest
11. Nunavut
12. Ville d'Edmonton

### Objectifs de la Communauté de pratique des politiques sur les TIC

- Échanger de l'information, des pratiques exemplaires et des résultats de recherche, en plus de discuter des positions, des priorités et des objectifs nationaux, provinciaux et territoriaux en matière de politiques sur les TIC dans chaque administration et mettre à l'essai leur interopérabilité.
- Maintenir les normes les plus élevées en matière d'analyse des politiques.
- Fournir une tribune de discussion visant à améliorer la gestion des TIC et les politiques connexes en favorisant les innovations en recherche, en analyse et en éducation.
- Créer une approche visant les politiques sur les TIC qui s'appuie sur les forces des gouvernements membres, afin d'améliorer leur capacité à tirer profit des possibilités qui s'offrent à eux et à répondre de façon efficace aux défis posés par les nouvelles technologies.
- Aider le CDPISP à résoudre les questions liées aux politiques communes.

### Fréquence des réunions

La Communauté de pratique des politiques sur les TIC se réunit mensuellement, par téléconférence. Au pic de la pandémie, les réunions de la Communauté de pratique étaient suspendues pour permettre aux membres de se concentrer sur les activités à priorité élevée. Les réunions reprennent en septembre.

### Faits saillants

- Les réunions bimensuelles restent axées sur l'échange d'information et la réception de mises à jour des administrations membres afin de répondre aux questions et aux défis spécifiques en matière de politiques sur les TIC auxquels les membres ont dû faire face.
- Les défis et priorités liés à la COVID ont eu pour effet de réduire la fréquence des interactions de la Communauté de pratique des politiques sur les TIC.

### **Faits saillants des interactions de la Communauté de pratique**

- Le gouvernement de la Colombie-Britannique entame les travaux sur l'élaboration d'un instrument de politique qui oriente l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) au sein du gouvernement. L'équipe est dans la phase de découverte de ses travaux et aimerait savoir comment d'autres administrations canadiennes abordent l'IA d'un point de vue de politique.

- Les Territoires du Nord-Ouest se renseignent sur une liste d'applications approuvées, notamment la gestion de la méthode d'octroi de licences.
- Le Bureau du dirigeant principal de l'information du gouvernement de la Colombie-Britannique schématise le processus d'approbation des outils non organisationnels en mettant l'accent sur les logiciels comme service (modèle SaaS). Nous aimerions savoir comment d'autres administrations au Canada gèrent les approbations pour ces outils, y compris toute évaluation nécessaire (par exemple la protection des renseignements personnels, la sécurité, le risque, l'approvisionnement et l'aspect juridique). Dans la mesure du possible, il serait bien d'avoir accès à des liens vers les politiques directrices ou d'autres instruments.
- Le Cadre de politique numérique du gouvernement de la Colombie-Britannique a permis de constater quelques lacunes, y compris l'absence d'une politique exhaustive de gestion des données organisationnelles. Nous sommes actuellement dans la phase de « collecte » et regroupons des résultats de recherches provenant d'une variété d'administrations par exemple, la recherche Web par administration et les communications de réseau. Nous aimerions savoir si vous avez des politiques liées à la gestion des données ou si vous avez réalisé des travaux de recherche dans ce domaine récemment.

## Annexe A

## Communauté de pratique fédérale-provinciale-territoriale des politiques sur les technologies de l'information et des communications (TIC)

### Liste des membres – en septembre 2020

#### Alberta

Tim Dafoe – Remplaçant

Kellie Majoros

#### Île-du-Prince-Édouard

Scott Ironmonger

Betty MacLean

#### Colombie-Britannique

Melissa MacDonald

Dean Sutton (coprésident)

Tracy Wood

Kathleen Assaf

Meghan van Gaal

#### Manitoba

#### Québec

Patrick Hoger

Siège vacant

#### Nouveau-Brunswick

#### Saskatchewan

Keith Douglass (coprésident)

Vinay Chandramohan

Ron Allison — Remplaçant

#### Yukon

#### Terre-Neuve-et-Labrador

Siège vacant

Susan Wilkins

#### Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

#### Territoires du Nord-Ouest

Lindsay Rivard

Susan Martin

#### Nouvelle-Écosse

Glenn Bishop

#### Nunavut

Roy Egbuna

#### Ontario

David Langille